

# api

INFORMATIONS  
REGIONALES

HEBDO

n° 58 / du 9 JANVIER au 16

1979

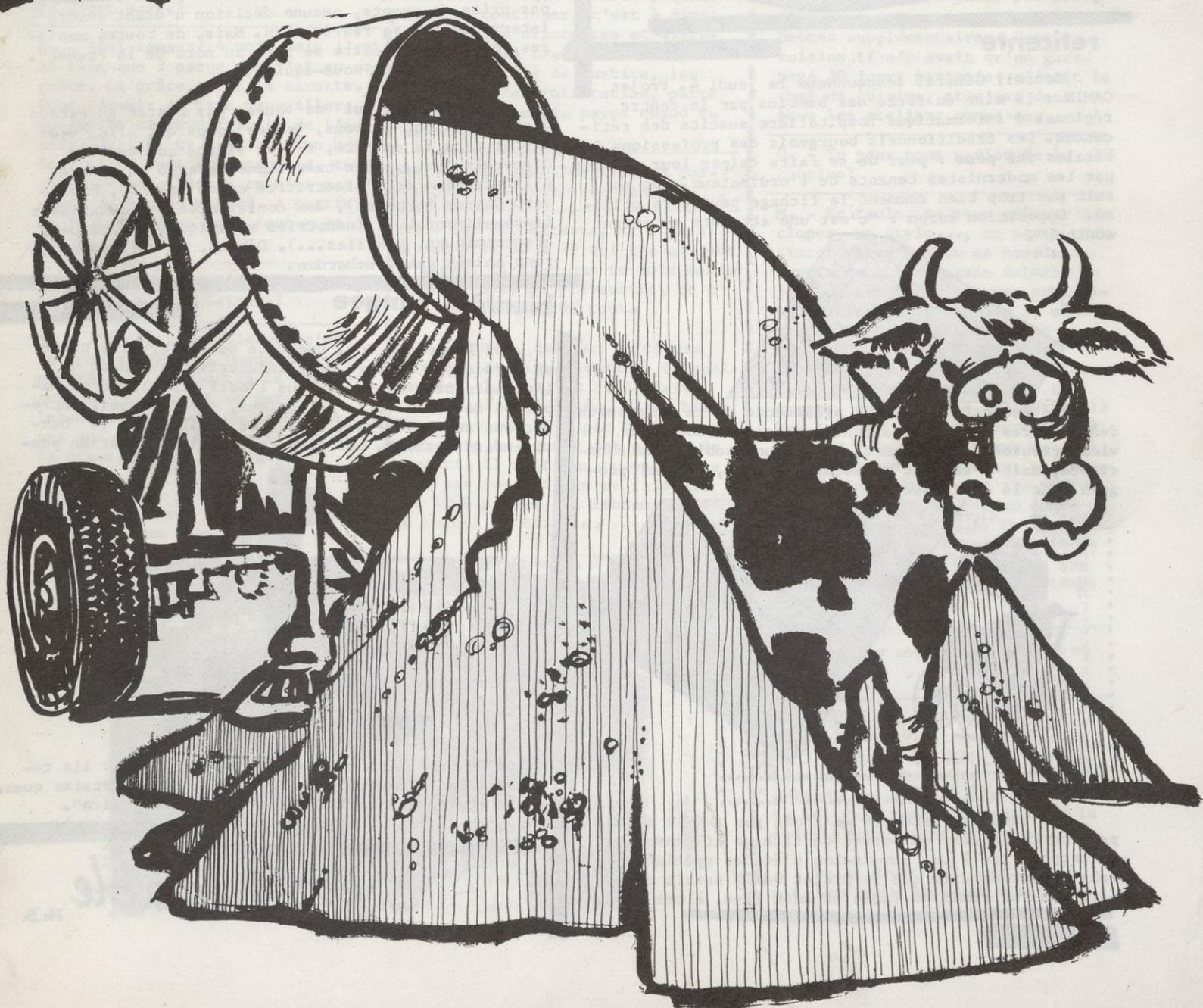
dir. B.Lambert

3,50 F

ORVAULT - GUÉRENDE

## paysans menacés

# LAISSE BÉTON!





# 3 MOIS EN TAULE

La prison de Nantes, on la connaît vu de l'extérieur. C'est déjà pas bien beau. C'est même une des plus dégradées de France, à tel point que le Ministère de la Justice en a fait construire une toute moderne sur la route de la Chapelle. Elle ne devrait d'ailleurs pas tarder à être utilisée.

Mais à l'intérieur on ne sait pas trop ce qui s'y passe.

Michel A., 28 ans, vient de passer 3 mois à "La Fayette". En septembre 78, il s'est retrouvé en taule pour une bricole commise en 74.

Libéré pour Noël, un peu paumé mais avec une envie de "faire quelque chose", de "faire que ça bouge", il est passé à l'APL et nous a raconté ses 3 mois de détention.



Tu travailles 12 à 14 h par jour, tous les jours y compris le dimanche. Mais on était payé que 25 jours par mois. On s'est demandé pourquoi puisqu'on travaillait 30 ou 31 jours. La réponse! S'ils nous déclarent 30 jours par mois, il faut qu'ils nous payent des heures supplémentaires. Dans la cuisine il n'y avait qu'un gars payé 30 jours par mois: c'était le chef de cuisine, et c'est dans tous les ateliers comme ça.

Q. - Tu peux nous parler de la cantine?

M. - En taule, tu peux acheter des clopes, un stylo..., un poste transistor parce que tu as besoin de savoir ce qui se passe dehors. Un jour on est tombé sur une publicité "Leclerc". Il vendait le même poste 300 F, en prison on te le vend 600 F, et la plupart des choses c'est plus cher qu'ailleurs. (...). Par rapport à ce que tu gagnes, un paquet de cigarettes là bas, ça vaut cher et pourtant, là bas, on fume, on fait que ça. Tu veux t'acheter un gâteau, ça coûte une fortune. Tu ne vas pas mettre 400 balles dans un gâteau comme ça. C'est pas un hasard si tu les mets, tu as besoin de ce truc là, tu as envie de te faire des petits cadeaux de temps en temps. Le temps est très, très long en taule.

Q. - Et les conditions de vie en taule?

M. - Quand tu es condamné tu as droit à deux visites par semaine de 3/4 heures à chaque fois mais bien souvent les mâtons ne respectent pas les 3/4 h parce que ça les fait terminer trop tard le soir, généralement ça dure 1/2 h.

Tu as droit à 2 h de sortie par jour mais dans mon boulot je

Q. - Tu viens de faire 3 mois de taule. Peux-tu nous dire comment ça c'est passé?

M. - J'ai ramassé 4 mois mais j'en ai fait que 3 parce que j'ai eu une grâce. La grâce, c'est la carotte. Pour l'avoir il faut travailler, autrement c'est difficile de l'avoir. Mais si tu fais mal ton boulot, si tu fais une connerie, tu es déclassé et après si tu n'es pas sage, tu vas au mitard. A partir de là tes grâce sont foutues en l'air.

Q. - En prison, tu travaillais qu'est-ce que tu faisais?

M. - J'étais aide-cuistot; c'est un coup de chance. Quand je suis rentré, j'ai rencontré le Directeur qui cherchait un gars pour les cuisines. Mais ne travaille pas qui veut là bas, s'il y a de la place, ça va, sinon...

Au début, je gagnais 150 F par mois, puis après 300 F parce que j'ai monté un échelon.

Sur les 300 F, tu as 150 F qui sont mis de côté et avec lesquels tu peux continuer, c'est à dire acheter des cigarettes et différents trucs; l'autre moitié part pour les frais de justice, les amendes, l'administration, parce qu'il faut que tu payes quand tu es en prison.

Q. - Quels sont les travaux possibles à la prison de Nantes?

M. - Sur 380 détenus, il y en a à peu près 60 à 70 qui travaillent. D'abord, il faut que tu sois condamné, si tu es en préventive, ce n'est pas évident du tout.

A Nantes, tu peux faire des panneaux de signalisation, repailler des chaises, si tu en fais trois dans la journée, c'est bien. Tu as environ 20 F par chaise, et autrement tu montes des prises de courant. Il faut que tu en fasses 1000 par jour. Si tu ne fais pas tes 1000 prises, le lendemain on te refout en cellule.



ne les avais jamais, il y avait trop de travail.

Tu passes la nuit en cellule, une pièce de 4 m sur 3 pour 4 ou 6 gars sauf quand tu travailles, tu es en dortoirs, ça fait 15 m sur 5 ou 6 et où j'étais on était 9 dedans.

La journée tu la passes au réfectoire. Toutes ces pièces sont dégueulées. Ils n'ont repeint que les couloirs. On a le droit à une séance de ciné tous les 15 jours théoriquement mais moi en trois mois j'y suis allé trois fois car il n'y a eu que 3 séances. Il n'y a eu qu'un seul film intéressant "Dupont la Joie". Autrement, c'était Fernandel dans "Ali Baba et les 40 voleurs" et l'autre je ne sais plus".

Q. - Quels sont les rapports entre les gars?

M. - Entre les détenus, tu as d'une part une lutte entre tout le monde. Les gens tu ne les supportes pas comme ça du jour au lendemain, tu ne supportes pas de vivre à 4 ou 5 types 24 h sur 24. Chacun à son caractère.

Alors, il y a une lutte entre nous. On n'arrête pas de jouer là bas. On joue aux cartes, à ça ou à ça. Il y a un jeu qui consiste à gagner un paquet de cigarettes à chaque fois qu'on tue une grosse araignée.

Si j'ai envie d'être tranquille pendant 5 minutes dans mon coin, il faut que je gueule, on a tout le temps besoin de se parler, de dire des trucs, de se taquiner...

Et en même temps, il y a une solidarité qui est vachement forte. Un jour de déprime, tu as les copains qui viennent te trouver et qui essayent de te donner le moral. Ils sont toujours là pour te remonter le moral.

L'administration s'efforce de maintenir un climat de tension entre détenus parce que, tant que c'est tendu entre nous, ils ne l'ont pas contre eux. Mais le jour



où on est vraiment trop bien ensemble, il risque de se passer des choses qui sont vachement dures pour eux. Il y a déjà eu des révoltes et pour eux c'est le cauchemar, ils deviennent fous. C'est pas contre un maton qu'on en a, mais contre l'administration, contre les prisons, contre les conditions de vie qu'on a.

Q. - Et les rapports avec l'administration?

M. - Les surveillants, la plupart se sont des gens qui auraient aimé avoir un statut de cadre ou d'instituteur, qu'ils puissent commander quelqu'un. Les matons se sont des minables, sans grandes intelligences et qui ne cherchent pas à regarder plus loin que le bout de leur nez, à part deux ou trois. Toute la journée on te fait sentir que tu es un imbécile.

En taule, on te lit ton courrier. Moi, ça me fait quelque chose. C'est pas que je vais raconter quelque chose du genre,



"moi, je vais m'évader," mais j'avais l'impression d'être un gosse. Pareil pour les visites, tu as toujours un maton qui passe derrière toi et qui écoute. Pourtant tu ne vas pas faire des plans pas possible. Tu as trois mois à faire, tu ne vas pas te barrer. T'en a rien à foutre qu'on s'occupe de toi. Je n'ai pas demandé à y aller. On m'y met, on me donne à bouffer, c'est tout ce que je demande. Là bas, t'es responsable de rien (...)

Un mec qui a 5 ou 6 ans à faire, lui, il essaye de se barrer. Il n'a que ça dans la tête. Mais un gars qui a 1 an y pense moins (...)

- En taule, j'ai appris un tas de choses. Par exemple comment ce soir je peux avoir de l'argent si je veux et sans rien faire. On te met au courant. Mais il y a toujours un risque puisque le mec qui me l'a dit, il est en taule...



Q. - Le juge d'application des peines, dernièrement, a donné sa démission. Qu'en penses-tu?

M. - Le juge Martin il s'est barré c'est lui qui a écrit un livre. C'est pas pour dire qu'il est toujours bien. Moi, j'ai demandé un après midi de perne pour voir mon frangin qui venait à Nantes. Je ne le vois jamais. Le juge m'a renvoyé la lettre avec "motif insuffisant". C'est d'ailleurs toujours le motif pour lequel il refuse.

Q. - Tu viens de sortir de taule il y a 8 jours. Qu'est-ce que tu vas faire maintenant?

M. - Quand je suis sorti j'avais en poche de quoi tenir une petite semaine. Je suis allé à l'ANPE: pas de boulot, tu as une soi-disant aide aux détenus. Moi, aujourd'hui, j'ai cavallé dans trois bureaux, mais l'aide aux détenus je n'en ai pas vu la couleur... On m'a dit "vous cherchez un logement, eh bien, il y a un foyer pour anciens détenus".

Les gars qui sortent, lorsqu'ils auront cherché pendant 8 ou 15 jours, ils vont recommencer une connerie, c'est la seule solution, à moins d'avoir trouvé un boulot(...)

Quand tu sors ça foute un choc, les lumières, les gens, les bagnoles, un type qui sort de là au bout de 3 ans, il ne peut pas se réadapter, "socialement" ■

Propos recueillis par D. B.

# LA C.G.T. ET LE PELLERIN

Faute de place, ce texte n'a pu paraître, comme prévu, la semaine dernière.

Pour éclairer la situation à l'usine des Coteaux, nous reproduisons ici des extraits de la position de l'UD CGT sur les problèmes de l'énergie et plus précisément son avis sur la centrale du Pellerin.

Cette position, les secrétaires de syndicat du Pellerin et d'ailleurs l'ont reçue pendant l'été. Vivement combattue depuis, elle n'a jamais été donnée à la presse...

M.N.S.

## D'UNE POSITION...

(..)" Si nous disons non au tout nucléaire du gouvernement, nous considérons l'énergie nucléaire comme devant être utilisée avec les autres sources d'énergie. Cette position, nous l'avions affirmée à l'UD CGT en 1976 et 1977.

Pour ce qui est de l'implantation d'une centrale au Pellerin, l'Union Départementale CGT, il y a un an, dans les conditions du moment, avait dit NON, en raison : - du caractère anti-démocratique et policier de l'enquête d'utilité publique, - de l'utilisation de celle-ci par le pouvoir pour faire accepter sa politique du Tout Nucléaire.

### AUJOURD'HUI

Au stade actuel, les problèmes à résoudre relèvent pour l'essentiel de la réalisation industrielle et si les problèmes de la

sûreté des centrales nucléaires soulèvent des interrogations voire des inquiétudes ( choix du site, étude du sol, réchauffement des eaux, rejets atmosphériques, traitement des déchets), nous devons exiger que l'ensemble du programme de recherche en cours se poursuive afin de donner toutes les garanties de sûreté de qualité de fonctionnement des centrales, de sécurité du personnel et de l'environnement, quitte à ce que le temps entre la mise en chantier et la mise en route des installations ( actuellement 6 ans ) soient prolongées le temps nécessaire.

Certaines centrales du même type que celle envisagée par le Pouvoir au Pellerin sont en fonctionnement et il faut le reconnaître des progrès importants ont été réalisés.

L'impact global des irradiations sur la population environnante d'un site nucléaire est très largement inférieure à celles que subissent pendant une période identique des personnes habitant à proximité des carrières de granit et même celles que nous subissons devant notre télévision ou avec une montre au radium.

Pour ces raisons, l'éventualité d'une Centrale Nucléaire en Loire-Atlantique peut s'envisager étant entendu que celle-ci devrait se faire sous certaines conditions d'études sur place et de garanties permettant la sécurité de la production".

Ce document a circulé à l'intérieur des sections syndicales et a été vivement combattu depuis de longs mois.

## ... A L'AUTRE :

Et le 30 décembre paraissait dans Presse océan la position officielle de l'U.D. C.G.T. de Loire Atlantique concernant la centrale du Pellerin:AVIS DEFAVORABLE:

### L'Union Départementale C.G.T. dit « non » à la centrale du Pellerin

Lors de la réunion de sa commission exécutive le 13 décembre dernier, l'Union Départementale C.G.T. de Loire-Atlantique, estimant que les garanties nécessaires n'existaient pas pour l'implantation normale d'une centrale nucléaire au Pellerin, a affirmé son opposition au projet.

Contrairement à d'autres organisations syndicales ou politiques, la position de la C.G.T. de Loire-Atlantique concernant le problème de l'énergie nucléaire a toujours été nuancée.

La C.G.T., si elle condamne le programme du tout-nucléaire du Gouvernement, est pour la diversification des sources d'énergie et affirme que l'énergie nucléaire est une source énergétique nécessaire et utilisable; mais « pas à n'importe quelles conditions », précise l'Union Départementale C.G.T.

Le problème de l'énergie pour la C.G.T. reste un problème primordial tant sur le plan social qu'économique et elle déclare qu'elle « ne saurait pour autant tolérer le chantage qui est fait par les partisans du tout-nucléaire, les mêmes qui étaient pour le tout-pétrole ».

L'Union Départementale se refuse à dire que le site du Pellerin est mal choisi. « Nous n'avons pas assez

d'éléments pour juger », mais elle estime que les études du sous-sol sont déjà anciennes et que personne ne peut se prononcer sur l'état de celui-ci. De même pour l'étude des vents dominants et des rejets éventuels dans l'atmosphère et le réchauffement des eaux. Face aux avis scientifiques divergents et bien que des progrès sensibles en matière de sécurité aient été réalisés, l'Union Départementale en juin dernier estimait que les problèmes de la sûreté des centrales nucléaires soulevaient des interrogations voire des inquiétudes et demandait que l'ensemble du programme de recherche en cours de poursuite afin de donner toutes les garanties de sûreté, de qualité du fonctionnement des centrales, de sécurité du personnel et de l'environnement, quitte à ce que la période entre la mise en chantier et la mise en route des installations soit prolongée le temps nécessaire ». Les exigences

formulées en matière de sécurité ».

En fonction de ses exigences, l'Union Départementale qui déclare que le Gouvernement « se refuse à faire connaître publiquement les avis émis par nombre d'organismes y compris officiels sur les conséquences sur l'environnement », estime que la sécurité des populations n'est pas assurée, celle de la construction et du fonctionnement de la centrale n'étant pas.

Dans ces conditions « face au refus du pouvoir d'informer comme il convient les populations et l'insuffisance pour ne pas dire l'absence de garantie apportée sur les questions de sécurité », l'Union Départementale C.G.T. qui se refuse de dramatiser le problème, déclare qu'elle ne peut émettre qu'un avis défavorable à l'implantation d'une centrale nucléaire au Pellerin dont les quatre tranches de 1 300 MKW ne se justifient pas à son avis.



# CHRONIQUE NUCLEAIRE

## DÉMISSIONS

Le 24 Octobre, une fois connue l'avis favorable du conseil d'état concernant la centrale du Pellerin, les conseillers municipaux de Cheix et du Pellerin démissionnaient.

Cette démission était une nouvelle forme d'opposition, des élus cette fois, à l'opposition arbitraire du pouvoir.

## DÉLÉGATIONS

Le 24 décembre 2 mois après la démission, le préfet doit entériner cette situation. Comment va-t-il s'y prendre?

A quinze heures, quelques 300 personnes sont massées dans l'église de Cheix pour l'enterrement

d'un jeune du village. C'est cet après midi là que la préfecture choisira pour installer sa délégation spéciale à Cheix et au Pellerin. 3 cars de C.R.S., et 2 délégations de 3 nantais chacune et aussi De Faussigny, ex sous préfet (cf: pendant l'enquête), actuellement chef de cabinet du préfet, Délégations très vite installées. Aucun citoyen de Cheix et du Pellerin n'ont accepté de remplir cette fonction à la demande du préfet. Seuls les amis du préfet...

Les délégations sont là pour régler les affaires courantes d'une mairie, état civil, paye des employés municipaux, préparation de nouvelles élections sous 2 mois. En aucun cas elles ne peuvent prendre de décisions relevant de délibérations de conseil municipal.

**VISITE A GISCARD: AU PELLERIN,**  
Du côté du P.C., du P.S., et de ECO 44 Pays de Retz, une délégation se prépare à monter sur Paris, rencontrer Giscard.  
Des cartes postales sont en vente.

**CHEIX EN RETZ,** déprédations sur un chantier E.D.F. (P.O.)  
"Des déprédations ont été constatés hier matin sur un chantier que réalise actuellement la société parisienne pour l'industrie électrique pour le compte de l'E.D.F. sur la commune de CHEIX. 7 poteaux en béton destinés à soutenir une ligne moyenne tension ont été arrachés ou cassés. ..."  
Sans nul doute une ligne électrique en rapport avec la projet de centrale...

## COMMUNIQUÉS

### CONTRE

L'association des habitants de la Maison radiieuse à Réze a déclaré au cours de son assemblée générale son opposition à la centrale du Pellerin.

"En cas d'incident mineur d'exploitation survenant à la centrale, n'oublions pas que l'immeuble est sous les vents dominants; on demande à la population de s'abriter derrière un mur maçonné et d'attendre les instructions des pouvoirs publics. Mais la moitié des habitants de la maison radiieuse n'a pas de mur bétonné et n'a pas non plus de caves..."

Le P.S.U. de COUERON

Dénonce le cynisme du pouvoir qui prend prétexte de tout pour persuader la population que le nucléaire est indispensable"

Dénonce également le double jeu de certaines organisations politiques telles que le P.S. et le P.C. Les municipalités à direction P.S., P.C., de la basse Loire refusant systématiquement de mobiliser les populations concernées pour faire effectivement échec à la centrale, se contentent bien sagement d'émettre des vœux dont le pouvoir se moque.

Les radicaux de Gauche

s'inquiète de l'arbitraire dans lequel s'enfermerait les pouvoirs publics si la centrale prenait forme.

## DE PRESSE

### POUR

POUR LA CENTRALE LE CNIP.

"Il y a urgence à augmenter les capacités nationales de production en particulier dans l'ouest, secteur le plus déficitaire et à ce titre le plus touché par la panne"

ET aussi MR REGENT qui souhaite une bonne année aux travailleurs (sans doute aux chômeurs) avec la construction de la centrale du Pellerin...

LES A-POLITIQUES

LA SFEN: MONOPOLÉ d'information nucléaire. 1 communiqué par jour dans la presse pour mettre en doute TOUT ce que disent les opposants. La fin justifie les moyens.

VOUS VOYEZ MONSIEUR LE PREFET L'ORDRE REGNE ENFIN...



## COUPURES

Le rapport de force est important l'E.D.F. a choisi les grands moyens: Les coupures de courant. E.D.F. a non seulement le monopole du courant mais aussi celui des explications concernant les coupures de courant. Coupures qu'elle décide seule et où elle veut.

Soulignons tout d'abord que la dernière coupure de courant sur Nantes et Paris a été liée au mauvais fonctionnement de la centrale électro-nucléaire de St Laurent des Eaux.

Mais surtout soulignons ici en marge de cette grande campagne 53 Millions de français sont pour le nucléaire", soulignons donc que le programme électrique auquel tous les français sont soumis actuellement, est le résultat de la politique seule de l'E.D.F. Les opposants aux centrales nucléaires n'ont rien à voir puisque l'E.D.F. elle-même ne compte sur le nucléaire que à partir de 1985. Donc si manque d'électricité il y a, l'E.D.F. EST SEULE RESPONSABLE. Elle n'a pas voulu investir ailleurs que dans le tout nucléaire tout électrique. Elle n'a pas voulu prévoir des manques d'électricité éventuels en attendant le nucléaire. L'E.D.F. est donc seule responsable et

les opposants aux centrales nucléaires ont raison maintenant de ne plus faire confiance à la politique de l'E.D.F.

# CENTRALE NUCLEAIRE EN ECOSSE

Depuis le début de cette année le site de la nouvelle centrale nucléaire britannique à Torness sur la côte-est de l'Ecosse a été le centre d'un important conflit. C'est le premier projet nucléaire en Ecosse depuis sept ans.

Des groupes anti-nucléaires de Grande Bretagne ont formé un réseau en juillet 1978 appelé le "Torness Alliance".

Le 1er octobre 1978 des délégués de ce réseau sont venus de plusieurs parties du pays pour occuper les ruines d'un refuge de berger sur le site de la Centrale. Ils ont reconstruit le refuge et ils ont commencé une campagne d'information sur la Centrale.



## UNE MAISON A LA MER

Le lundi 13 novembre la compagnie chargée des travaux est venue s'installer et commencer à construire une route d'accès au site. Les gens qui occupaient le refuge, ainsi que des gens du pays, s'opposèrent par une action non-violente aux bulldozers, en s'asseyant devant eux.

Le jour suivant, aux aurores, les bulldozers du SSEB (l'EDF de là bas) arrivent. Ils donnent cinq minutes aux occupants pour quitter les lieux. Le petit groupe ne pouvait pas résister à la puissance des machines et la maison fut littéralement poussée dans la mer. La police arrêta tous les occupants de la maison ainsi que tous les gens qui se trouvaient là.

Cette agression violente de la SSEB a provoqué une forte vague de protestation parmi tous les mouvements anti-nucléaires. Le SCRAM (Scottish Campaign to Resist the Atomic Menace) appela à une importante manifestation pour le week-end suivant. La destruction sauvage du refuge bien avant la construction de la Centrale (qui doit avoir lieu en 1980) ne fit que provoquer la colère de tout le monde.

## VASTE FUMISTERIE !

Une centrale nucléaire à Torness est parfaitement inutile vu que l'Ecosse a déjà une surproduction d'électricité de 30 %. Des réserves énormes de charbon viennent d'être découvertes à 50 km du site. De plus les déchets doivent être entreposés à l'ouest du pays et on projette la construc-

tion d'un surgénérateur dans le nord à Dounreay ou le gouvernement a déjà construit pas mal d'installations nucléaires. On voudrait faire de cette région ce que nous avons à La Hague chez nous.

L'Ecosse a tout à perdre dans ce programme nucléaire. Le SSEB donne l'espoir aux gens que cela contribuera au développement de la région et diminuera le chômage. Ceci est faux parce qu'il faudrait

faire venir du personnel d'ailleurs. Les environs de Torness sont d'une grande majorité rurale et la venue de 1000 ouvriers pour la construction provoquera des problèmes sociaux. De plus, le SSEB devra fermer la centrale à charbon à Kincardine quand Torness sera construit à cause d'une crise de surproduction. Cela perdra 700 places de mineurs et ouvriers à la centrale.



## LUTTE NON-VIOLENTE

Depuis 3 ans, l'opposition au programme nucléaire est croissante en Ecosse: dans les Iles Orkneys la commune a refusé que l'on exploite l'uranium sur ses terres. Dans le sud-ouest à Galloway le AEA (Atomic Energy Authority) voulait faire une prospection en vue de faire de cette région un dépôt pour les déchets, mais la municipalité a refusé cette prospection.

Revenons à Torness - le samedi 18 novembre et le dimanche 19 des centaines de personnes venues de toute la Grande Bretagne préparent une manif non-violente pour le lundi matin. Le dimanche après-midi un fermier a qui le SSEB confisque la moitié des terres est allé labourer son champ sur le site de la centrale. Une foule composée de personnes de la région opposées au programme nucléaire à Torness le suit.

La marche vers le champ est bloquée par le SSEB avec des blocs de ciment utilisés pendant la dernière guerre contre les tanks allemands. Les gens sont

obligés de déplacer ces armes de la dernière guerre maintenant utilisées contre les manifestations anti-nucléaires.

Le lundi matin à 5 h des petits groupes de manifestants vont à la rencontre des machines qui commencent le travail sur la route d'accès, (...).

L'entreprise effectuant les travaux fait appel à la police. Mais les manifestants ont un siting devant les bulldozers. Quelques-uns grimpent dans les pelles des pelleteuses, d'autres montent sur des machines autour des cabines essayant de parler aux conducteurs. D'autres montent en haut des bennes des camions qui déchargent des tonnes de terre. Une centaine de manifestants se met à faire du thé dans une fosse que les pelleteuses essayaient de creuser. Pendant ce temps d'autres dansent en rond autour des bulldozers.

Les flics dont quelques uns étaient de la région et opposés à la centrale se trouvaient sou-

vent pris en sandwich entre les bulldozers et les manifestants. Il n'y a eu aucune violence sauf de la part des entrepreneurs qui donnaient ordre aux conducteurs de forcer le barrage des manifestants (...).

Il y a eu 38 arrestations pendant la journée.

Maintenant SCRAM et d'autres groupes anti-nucléaires dans le "Torness Alliance" envisagent d'autres actions. L'appui d'autres organisations et des syndicats prennent de l'importance. Le syndicat des mineurs écossais (NUM) a déclaré qu'il était opposé à la construction d'une centrale nucléaire à Torness. Un des principaux projets c'est un "Safe Energy Festival", une fête pour mettre en valeur l'énergie solaire et éolienne en mai 1979.

Deirdre Armstrong  
Edimbourg

## sondage

(Rectificatif)

L'article un peu hâtif sur Saint-Nazaire et le "coup de la panne" ayant été, en plus de certaines confusions, maquetté de travers, toute une partie était incompréhensible. De plus, le Canard Enchaîné, d'un côté, et la Coordination des Comités de Défense de l'autre, ont publié depuis d'autres informations, intéressantes. Ainsi:

Il y a bien, en 1978, 47 % des français favorables au programme nucléaire. Contre 42 % (avant la panne) ou 34 % (après la panne, avec 19 % d'indécis).

Mais il est abusif de parler de "retournement de l'opinion en faveur du nucléaire", comme l'a fait la presse. Ou alors, comme l'a écrit le Canard Enchaîné, parlons d'un retournement de l'opinion, mais, en sens inverse, et contre le nucléaire.

En effet, s'il y a 47 % de français pro-nucléaires en 1978, ils étaient:

62 % en 1972  
55,5 % en 1975  
et 53 % en 1976...

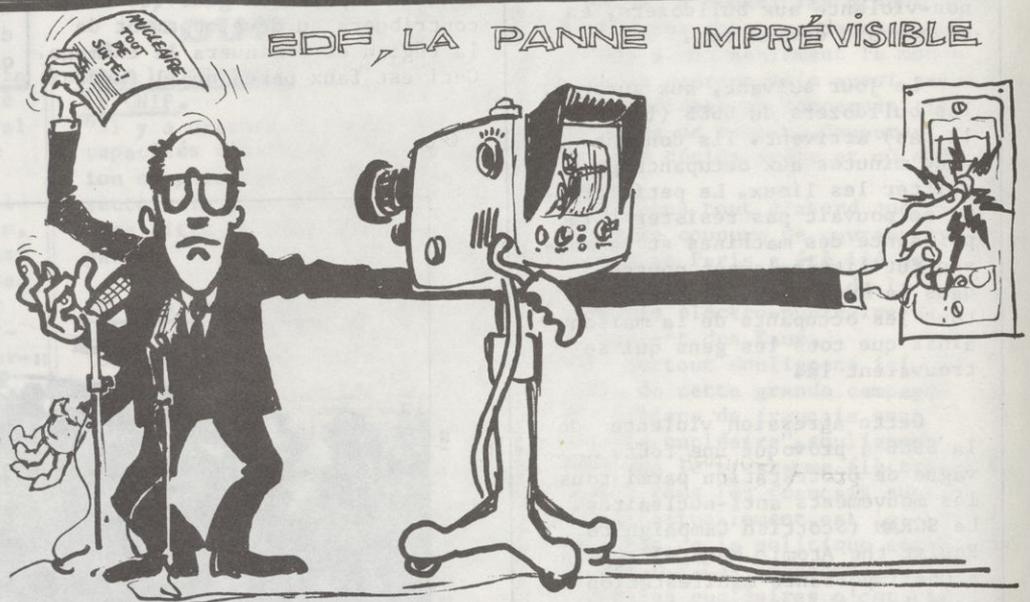
ça baisse...

Enfin, la majorité des français de 20 à 35 ans sont contre le nucléaire, ce sont les "vieux" qui font légèrement pencher la balance dans l'autre sens. Et c'est donc à partir de là que Lucien Barnier, le penseur appointé du Journal du Dimanche, a fait son petit laïus sur "la génération qui a connu la guerre, et approuvé la bombe d'Hiroshima..." etc...

Enfin, ce sont 52 % des français, et non 58 % qui pensent qu'"on" leur a menti sur les causes de la panne.

Des chiffres qui, au fond, donneraient presque des inquiétudes à ceux qui pensent que les sondages d'opinion, avec leurs questions trafiquées, leurs enquêteurs hâtifs, et leur directeur qui corrige le tout, au pif, sur le coin de son bureau, c'est de la m...

J.-P. C.





# tribulations d'un hangar à Orvault

Terres menacées à Orvault. L'aménagement du territoire, c'est ici le tracé de l'autoroute Nantes-Rennes. Aux lieux-dits La Barre et la Guichardière, c'est une dizaine d'exploitations qui seront touchées. De petites exploitations: 20 ha en moyenne. Rognées par le bitume, beaucoup ne seront plus viables.

Les agriculteurs d'Orvault ne s'opposent pas à cet aménagement: d'accord pour le doublement de l'axe Nantes-Rennes, mais qu'on crée une réserve foncière avec les terres disponibles pour les répartir ensuite entre les exploitants lésés.

Pendant ce temps, d'autres jouent la spéculation. Même si le nouveau POS d'Orvault met un coup de frein à l'urbanisation sauvage, il n'est peut-être pas mauvais d'avancer quelques pions dans l'attente de jours meilleurs.

Dans ce contexte, une "opération-commando" des agriculteurs du canton: le récent voyage d'un hangar prestement démonté et son atterrissage dans la cour venteuse et triste de la Mairie d'Orvault...



LES HANGARS  
DEVRAIENT ÊTRE  
ATTACHÉS EN  
LAISSE;  
C'EST PAS  
SÛR, AUTREMENT  
MA BONNE  
DAME

L'affaire remonte à l'été dernier. Au mois d'août, les organisations agricoles apprennent que sur le village de la Barre, une ferme de 14 ha est mise en vente par Mme. de Sécillon. Les services publics sont alertés et une réunion se tient avec la municipalité, la SAFER et l'Équipement.

Revendication des agriculteurs: que la SAFER se porte acquéreur de la terre. Constitution d'une réserve foncière, remembrement des parcelles bordant la route Nantes-Rennes et nouvelle répartition pour que les agriculteurs touchés par l'aménagement retrouvent des surfaces sensiblement équivalentes.

L'affaire reste en sommeil jusqu'à La Toussaint. Jusqu'à l'arrivée sur le terrain de Mme. Barthe. Une nantaise qui, aux dires des agriculteurs, "tâche de draguer des terres partout où elle peut". Elle élève déjà des chevaux sur 5 ou 6 ha à Orvault.

En ce qui concerne la ferme de La Barre, la situation est en apparence incohérente. S'agit-il d'une location ou d'une vente? Mme. Barthe, en effet, est munie

d'un bail 3-6-9, mais aussi d'une promesse de vente au prix de 30 000 F l'hectare. Même si l'on est loin de l'époque douce aux spéculations où la terre pouvait se négocier à 10 000 F, la somme est rondelette... A-t-on rédigé un bail en partant de l'idée que la locataire serait prioritaire dans l'hypothèse d'une vente? Sans doute mais il ne faut pas oublier que la SAFER peut user de son droit de préemption dans les trois premières années de la location...

En tout cas, Mme. Barthe ne perd pas son temps. 15 jours après la Toussaint, sur l'une des prairies, elle commence à faire édifier un hangar pour abriter ses équidés. Sans permis de construire, d'ailleurs, et malgré l'intervention de la municipalité.

SAFER et Equipement n'ont guère l'air de s'émouvoir. Lors d'une nouvelle réunion, les agriculteurs reprécisent leurs revendications. La SAFER doit faire valoir son droit de préemption et annuler la vente.

"On sentait que la SAFER n'était pas très partante, raconte un agriculteur. Mme. Barthe commence à s'installer, alors il faut qu'on avance durement nous aussi. Et là dessus, l'Union Cantonale, le Syndicat Local FDSEA et les Paysans Travailleurs étaient unanimes".

Le 29 décembre, en fin de matinée, une soixantaine d'agriculteurs se rassemblent au village de la Barre. Toutes les communes du canton sont représentées: Orvault, La Chapelle, Grandchamp, Sucé, Treillères...

"Dans la bonne humeur, malgré la pluie battante, on s'est mis à démonter le hangar. En 3/4 d'heures, c'était fait: les pièces détachées hissées sur des remorques et transportées jusque dans la cour de la Mairie".

## MUNICIPALITÉ SOLIDAIRE

La municipalité d'Orvault s'est montrée solidaire de l'opération commando. "Il est nécessaire que la SAFER réétudie le dossier conformément à la demande des exploitants".

Le Maire, Bourget, en sa qualité d'officier de police, a dressé en compagnie de l'adjudant-chef de la Gendarmerie de Sautron un constat établissant que la totalité des matériaux du hangar avait bel et bien été déposée dans sa cour. Il a invité la propriétaire à venir en prendre livraison...

Le Conseil municipal d'Orvault, c'est 22 élus de gauche sur 27: outre les classiques PS, PC, MRG et UDB, ce sont aussi, chose rarissime dans la couronne nantaise des représentants de la vie associative et un paysans-travailleur. Elus en tant que tels... C'est la révision du POS hérité de l'ancienne gestion communale. Dans un sens favorable au maintien de l'activité agricole sur Orvault: limitation de l'urbanisation à quelques secteurs bien définis, restrictions à l'agrandissement des villages, ...

C'est aussi, aujourd'hui, le soutien apporté aux agriculteurs contre la propriété.

Mme. Barthe ne s'y est pas trompé. En rappelant sa qualité d'"exploitante agricole", elle a trouvé "anormal" que la municipalité s'approprie le droit de distribuer des terres qui ne lui appartiennent pas... Tout en portant plainte pour "vol et vandalisme".

La SAFER doit se prononcer dans la semaine qui vient.

Vente bloquée? Contestation juridique du bail? Actions sur le terrain? Nous aurons sans doute bientôt des éléments du réponse à toute ces questions.

Ph. B.

# TERRES EN FRICHES

La tendance générale chez les agriculteurs de la Presqu'île guérandaise est au pessimisme.

Banalité ? Pas vraiment. D'ici peu, ils n'existeront plus. Le pillage des terres, spécialité féodale et coloniale est demeurée d'actualité dans la région du baron Guichard

## UNE AGRICULTURE AGRESSEE

Quelques exemples:

- de 1965 à 1974, 4 exploitations sur 10 ont disparu, essentiellement les exploitations de moins de 20 ha
- la construction du Golf de la Baule a entraîné la disparition pure et simple d'exploitations très bien structurées
- les emprises routières (route bleue) contribuent toujours plus à la détérioration des conditions de travail des agriculteurs riverains (isolement des animaux; démembrement des parcelles)
- les implantations "sauvages" au milieu d'ilots cultivables (caravanes, enclos divers, abris de jardins etc...) sont des freins à l'exploitation agricole.

Faut-il rappeler aussi le merveilleux projet de la rocade de la Baule, projet qui saccagerait simultanément les marais salans et les terres agricoles. Bref; tout va dans le même sens celui d'une liquidation accrue de l'agriculture locale et des activités traditionnelles.

## TERRES EN FRICHES

Un exemple éclairant, c'est celui des terres en friche de la commune de St Molf. Depuis bientôt six ans, M. Théry possède de 12ha 50 de terres sur cette commune. Rien d'étonnant a priori. Sauf que depuis six ans, ces terres sont en friche, et que dans une lettre datée du 20 avril 1978, ce propriétaire a notifié

à un jeune agriculteur son refus de lui louer ses terres, ce qui contrevient à l'actuelle législation sur les terres incultes.

Et surtout, voilà qu'on apprend maintenant que les 12ha 50 de Kervenel sont sur le point d'être vendus pour la somme de 55 millions de centimes. Devinez qui est proneur? Eh pardi, un promoteur. Voici ce qu'en disent les syndicats agricoles de la région:

"Kervenel est convoité par une société (Erasol, revêtement de sol dont le siège social est en Côte d'Or) pour en faire un caravaning de 500 places.

A nos interrogations, le promoteur a répondu que son projet ne pouvait qu'être "bénéfique aux agriculteurs de la région" et que d'ailleurs, "un emplacement leur serait réservé pour la vente de leurs produits"...



Kervenel est en friches, non par la volonté des agriculteurs mais par celle du propriétaire, comme nous en avons eu confirmation écrite. Suffit-il alors qu'un propriétaire laisse délibérément une terre en friches pour permettre plus facilement un classement en zone constructible dans le P.O.S ? C'est malheureusement ce que nous pourrions en conclure

Nous avons fait constater par huissier l'état d'inculture de la parcelle et nous demandons que la procédure de mise en culture des terres en friche soit effectivement appliquée pour Kervenel.

Si l'opération immobilière de Kervenel se réalise ce sera parce qu'une apparente couverture

légale l'aura permise. Cette couverture, c'est le certificat d'urbanisme dont l'attribution, puis le renouvellement récent par la municipalité, qui auraient dû, à notre avis, faire l'objet d'une consultation large de la population, compte tenu de l'ampleur du projet. Cette décision est grave de conséquences.

Un caravaning à Kervenel, ce n'est pas seulement 12ha 50 de terres agricoles qui disparaissent mais c'est aussi le "feu vert" au saccage organisé de l'axe St Molf - La Turballe entraînant une pression sur le prix des terres agricoles avec perspective de déclassement des parcelles en bordure etc... D'ailleurs, n'y a-t-il pas un second projet du même genre sur les 18 ha de Kervenel, côté La Turballe?

Si des besoins existent, dans la Presqu'île guérandaise en ce qui concerne le caravaning, on peut en discuter. Mais nous sommes en droit d'avoir connaissance des études préalables qui puissent justifier d'une telle opération! Et nous sommes en droit d'affirmer qu'hélas, les besoins fonciers des exploitations agricoles sont loins d'être satisfaits."

Alors ? Quoi faire ? Pour contre-carrer de telles initiatives dans une région où le tourisme est roi, existe-t-il de réelles possibilités?

## LEGISLATION INSUFFISANTE

Les agriculteurs mettent en avant la législation sur les terres incultes. Faire appliquer la loi serait une première réplique aux attaques de l'immobilier.

La nouvelle loi du 4 Janvier 1978 améliore les dispositions antérieures. Elle établit deux régimes:

- le premier consiste en une procédure individuelle qui permet à une personne désireuse d'exploiter les fonds incultes consi-

dérés de présenter une demande d'autorisation auprès de l'administration.

- le second permet directement à l'administration de provoquer à son initiative propre la remise en culture des terres en friche.

La première procédure est la seule utilisable bien sûr. Après une durée de trois ans d'inculture, les terres en friche peuvent revenir aux agriculteurs s'ils entament une action auprès de la Préfecture. Celle-ci transmet à la Commission Départementale de réorganisation foncière et de remembrement qui juge (sur quels

critères ?...) de l'état d'inculture. Suite à quoi, le préfet met en demeure le propriétaire d'exploiter ses terres.

Dans un délai de 2 mois, le propriétaire doit faire connaître sa réponse au préfet. S'il ne répond pas, il renonce au droit d'exploiter. Sinon, il doit s'engager à exploiter dans un délai d'un an.

Les lacunes de cette loi, c'est bien sûr de délai de 3 ans d'inculture pour engager une action. Pourquoi attendre si longtemps quand on connaît les phénomènes de spéculation surtout en région touristique ? Seconde insuffisance : les agriculteurs doivent s'en remettre à la Commission de remembrement. Or, rien ne prouve que celle-ci favorisera les agriculteurs au détriment des propriétaires.



Aussi reste-t-il à faire appliquer la loi, seul moyen juridique pour maintenir les agriculteurs sur la Presqu'île. Mais sans doute pense-t-on aussi à d'autres moyens, pas forcément "très juridiques"...

Paul K.

## POS : vivre à l'est

Nantes: les habitants des quartiers de la Halveque, Doulon, la Bottière et Port Boyer, Trémisnière, Plessis-Tison, Vivier, discutent le POS Est.

Les réunions entre la Municipalité et la population ont rassemblé de nombreux habitants et parfois suscité de vives discussions.

Des distributions de tracts et des expositions organisées par les associations de quartier avaient précédées ces réunions; des dossiers ont été élaborés et remis à la municipalité.

Dans ce secteur, un problème d'importance : la liaison Beaujoire Bellevue qui sépare la cité de la Halveque de la plaine de jeux.

Cette rocade, prévue par la Municipalité Morice, est maintenue dans les projets présentés aujourd'hui à la population.

"L'ancienne municipalité a construit la rocade actuelle de deux fois 3 voies, projeté la réalisation de la liaison Beaujoire-Bellevue à deux fois trois voies également et parallèlement, autorisé la construction de la cité H.L.M. de la Halvêque au milieu de ces deux autoroutes urbaines. Enfin, connaissant ce projet de liaison autoroutière, elle a osé programmer une plaine de jeux au-delà de cette future voie et de la rue André Malraux bizarrement placée. De même, la nouvelle municipalité a continué à prévoir l'aménagement de cette plaine de jeux alors qu'elle n'ignorait pas pas le projet de rocade. Bien sûr, elle l'améliore en le ramenant à

2 fois 2 voies et en l'enterrant face à la Halvêque, ainsi qu'en vous engageant à désaffecter la rocade actuelle. Mais, ceci, nous le refusons catégoriquement.

Par contre, nous reconnaissons la volonté actuelle de limiter la densité de population, et nous apprécions le projet d'aménagement des bords de l'Erdre au bénéfice de tous.

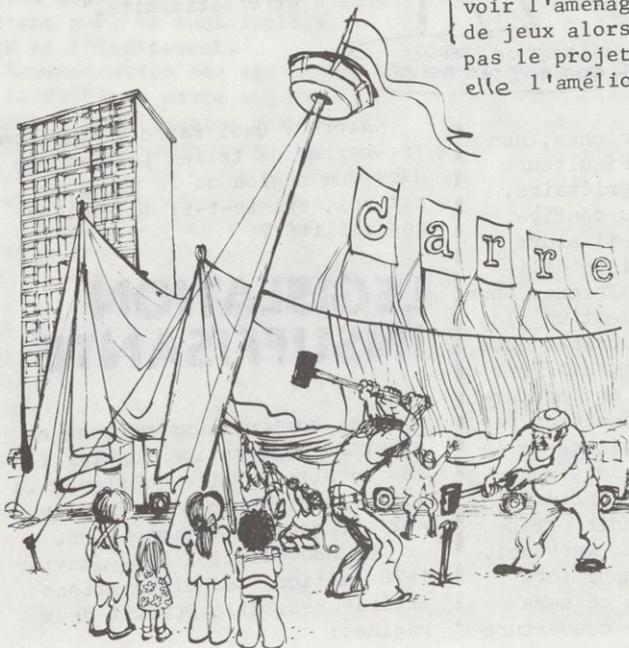
Pour répondre aux besoins d'aération et de détente des habitants une priorité doit être donnée aux aires vertes, à l'aménagement d'une vie collective qui permette l'épanouissement des personnes: crèches, jardins, maisons de l'enfance, terrains de sports."

Au départ, les discussions devaient avoir lieu séparément dans les différents quartiers, "nous avonssessayé de faire en sorte que les problèmes soient posés globalement. A chaque réunion, il y avait des gens des autres quartiers qui venaient expliquer leurs problèmes, et on essayait de trouver des solutions communes.

Ces cités HLM ont été construites sans que des terrains de détente soient prévus. Aujourd'hui, il y a des gens qui y habitent, essayons de faire qu'ils y vivent correctement."

Dans le quartier de Port Boyer les habitants demandent le maintien et l'extension des jardins familiales. Actuellement, ce sont près de 2 Hectares de terrains vagues qui ont été repris et cultivés par les habitants du quartier.

"Tout ce que nous souhaitons nous semble bien s'inscrire dans un projet socialiste. Aussi, nous demandons à la Municipalité de tout faire aujourd'hui pour inscrire ces revendications dans les faits et répondre concrètement aux aspirations d'une population. Nous ne voulons pas nous contenter d'un cadre, nous voulons des réalisations précises"



# Fausse alerte au barrage de Villerest

Une région noyée sur une longueur de 32 kilomètres. Dans les terres les plus fertiles du département, 300 hectares seront submergés et près de 1200 autres rendues incultes par la remontée des nappes phréatiques. Les puits de captage qui alimentent la région en eau potable seront colma-

lés et le micro-climat perturbé. On détruit à jamais un site

archéologique et un lieu privilégié de détente pour les habitants de la région. Projet en apparence incohérent, mais qui n'est pas sans lien avec le refroidissement des futures centrales nucléaires prévues sur la Loire...

Le 9 janvier 1979, se déroulera au Tribunal Correctionnel de Roanne, le procès de quatre membres du Comité de Défense des Gorges de la Loire, inculpés sous le motif suivant: "diffusion de nouvelles fausses, mensongèrement attribuées à un tiers et de nature à troubler la paix publique".

Cette inculpation fait suite au tract "exercice d'alerte, plan ORSAC VILLEREST III", distribué le 15 février 1978 par le Comité de Défense.

Il nous paraît important de situer ici, la lutte du Comité de Défense des Gorges de la Loire par rapport au projet de barrage à Villerest. Cette lutte, engagée il y a maintenant 5 ans, a souffert par rapport à d'autres luttes écologiques "d'asphyxie" au niveau de la presse nationale. C'est pourquoi, en plus du travail d'information, et surtout, pour mettre cette information "à la une", le Comité de Défense, à partir de 1977 a essayé de faire preuve d'imagination dans ses actions.

C'est ainsi qu'à la manifestation du 12 juin 77, sur le site du barrage, 2000 manifestants se relaient pour attaquer à coups de pioches, masses, barres à mine, le batardeau (digue) destiné à détourner le cours de la Loire. Novembre 77, grande première du film "mon nom est VILLEREST", film d'une demi-heure, plus de 60 projections en 8 mois essentiellement dans le département de la Loire, actuellement une diffusion nationale par l'intermédiaire d'ISKRA.

Le 14 janvier 78, occupation de la cathédrale d'Orléans (c'est dans cette ville que siège l'Agence de Bassin "promoteur de Villerest"), occupation agrémentée d'une heure de carillon-glas-tocsin-sonnée à l'ancienne. Le 21 janvier 78, au cours d'une manifestation contre le barrage, un char de corso fleuri approché ainsi de

la Sous-Préfecture se révèle être une belle grosse catapulte qui se met à cribler de sacs de vase un Préfet (de carton pâte) accroché aux grilles de l'édifice public.

Le 15 février 78, 10.000 tracts "Exercice d'alerte", sont distribués dans les boîtes aux lettres de Roanne (Il faut noter la visite à Roanne, le 16 février du Premier Ministre Raymons Barre)

Mars 78, présentation d'un candidat "Non au barrage de Villerest", ce qui aidera le député sortant à sortir.

30 septembre 78, intervention du Comité de Défense lors de la réunion des Maires riverains aval, amont de la Loire. Envoi à divers parlementaires, associations et à la presse d'un petit fascicule "Pourquoi refuser Villerest, solution de rechange". Novembre 78, divulgation d'un rapport géologique sur les failles du site où doit être construit le barrage et leurs dangers. Toutes ces actions étant naturellement complémentaires d'une information plus classique.

Or, il apparaît que les Pouvoirs Publics veulent porter un coup décisif à ce trop gênant et imaginaire Comité de Défense. En effet, sous le futile prétexte du tract distribué le 15 février, en plus d'enquêtes dans l'entourage des membres du Comité, en plus d'une vingtaine d'interrogations soit chez le juge, soit au poste de police, pas moins de 7 commissions rogatoires ont été délivrées par le juge d'instruction pour chercher... le brouillon du tract, et pour finir le renvoi devant le Tribunal Correctionnel de Roanne, où quatre membres du Comité risquent le 9 janvier prochain de 1 mois à 3 ans de prison.

Nous rappelons également que la Trésorerie du Comité de Défense est essentiellement composée de dettes, et que si les lecteurs



veulent nous venir en aide, une caisse est ouverte au CCP Lyon 1501 82 P.

EXERCICE D'ALERTE - PLAN ORSAC VILLEREST III (extraits).

«Le plan ORSAC a pour but la sauvegarde de la population roannaise en cas de rupture de la retenue de Villerest. Il a été calculé sur maquette que 8 minutes seront nécessaires au front du raz-de-marée de 230 millions de tonnes et d'une hauteur de 30 mètres pour atteindre les premiers faubourgs de la ville. Cependant, la retenue de Villerest ne devant entrer en fonction qu'à partir de 1981, il s'agit dans le cas présent d'un exercice destiné à déterminer le temps nécessaire à la population roannaise pour se mettre à l'abri de la masse d'eau. Cet exercice démontrera, si besoin est, les aménagements routiers qu'il faudra créer pour évacuer la population vers les zones non atteintes par le raz-de-marée.»

«D'abord et surtout gardez votre sang-froid. Ensuite gardez le plus possible vos enfants près de vous. Dans l'exercice de nuit, ne perdez pas de temps à vous habiller, enveloppez-vous de couvertures. N'essayez pas de vous encombrer d'un véhicule quelconque, les artères seront très vite saturées et toute circulation sera rendue impossible. Nous conseillons de courir en petite foulée, mais d'une manière très soutenue. Les enfants en bas âge seront également portés plutôt que véhiculés dans un landau. Nous vous prions instamment de rester courtois envers les personnes âgées pour qui cet exercice sera le plus pénible. Enfin nous appelons au devoir de civisme et de fraternité pour aider à l'évacuation des hôpitaux, cliniques, hospices et écoles. (Seuls les grands malades seront dispensés de la manœuvre).»

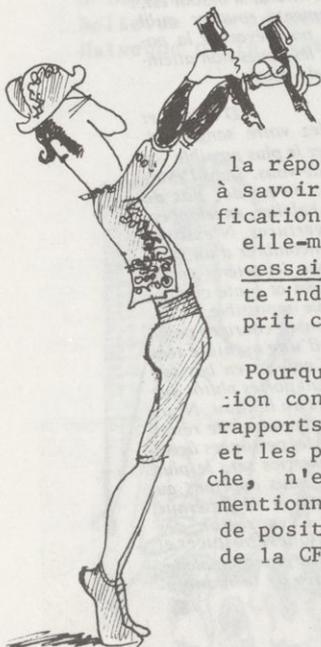
# A. P. L. TRUQUÉE

(REPONSE DU G.R.I.M.)

... dévalorisée, érronée, dénuée, parfois de tout sens, manquant de logique au niveau de la compréhension même, voilà à quoi on a eu droit dans l'APL no 56, consacré à l'article "Objection, vot'honneur", commençant soi-disant un débat sur la lutte antimilitariste.

On peut s'étonner d'emblée du contraste, entre des questions précises, reflétant les vrais problèmes posés à la lutte antimilitariste, et des réponses évanescentes, voire ridicules. La lutte antimilitariste, émane-t-elle de gens aussi naïfs, aussi niais?

Il faut savoir que ce texte, n'est pas la retranscription du débat entre l'APL et le GRIM, mais le compte rendu d'un "journaliste" de l'APL après la discussion à bâtons rompus qu'il a eu avec quelques militants. Ainsi, avec ses questions, il façonne des réponses qu'il juge synthétiques. Or, dans la réalité, en ajustant volontairement des phrases prises parcellairement dans la discussion, il donne forcément des réponses incohérentes et illogiques. Par exemple à la question concernant le "côté catho d'actes individuels", pourquoi la réponse passe-t-elle si brusquement d'un début de réflexion historique à la surprise des renvoyeurs de livret? Les anti-militaristes sont ils si incohérent que cela? En fait il n'a été retenu que quelques phrases de la réponse, juxtaposées



sans lien logique ; de plus, l'élément le plus important de

la réponse est gommée à savoir, la non-justification de la question elle-même, liant nécessairement à l'acte individuel, l'esprit catho.

Pourquoi à la question concernant les rapports entre le GRIM et les partis de gauche, n'est-il pas mentionné les prises de position récentes de la CFDT de l'ONF

de la section locale du PC, de la motion à l'Assemblée Nationale, d'Edvige Avice (PS) concernant les objecteurs, par rapport à l'acte de Richeboeuf; l'objection du moment comme vous diriez! Ce dernier vous l'ayant pourtant clairement précisé là encore un oubli qui dénature la réponse. Si l'APL veut écrire ses impressions sur le GRIM et la lutte antimilitariste à travers le procédé "questions intelligentes", "réponses débiles" qu'elle le dise! Mais qu'elle ne parle pas de débat. Que vous pensiez que le GRIM et la lutte antimilitariste n'ont pas d'objectifs précis, tiennent toujours le même discours, les mêmes actions, bien. Mais pourquoi avoir traduit ce "flou" par un article volontairement décousu, laissant les réponses dans le vague, déconnectées par rapport aux questions.

Alors, qu'est-ce que ça veut dire!

L'APL, sous couvert d'objectivité journalistique, fait passer les anti-militaristes pour des cons, soi-disant coupés de la masse, en prenant plein la gueule dans un combat d'arrière garde; et ainsi, préconise insidieusement la démerde individuelle: la réforme psychiatrique.

Que les rédacteurs de l'APL aient une position claire et définie au niveau individuel, soit, mais que l'action antimilitariste si minime et répétitive qu'elle soit, ne soit pas ét inte, par le silence et la démerde individuelle de certains. Ils ont bien de la chance ceux qui croient qu'ils ne laissent aucune prise à l'appareil militaire "en jouant" le jeu de la psychiatrie; car en fait, ils cautionnent directement la tâche répressive du psychiatre qui dépasse de bien loin les "3 jours". La sélection par la psychiatrie, qui est à la base "d'une bonne armée", s'applique maintenant (à travers certains résultats venus tout droit de ces "examens" psychiatriques) et de plus en plus, à tous les secteurs civils. Si j'ose espérer que le psychiatre qu'ils ont pu mettre dans leurs poches à l'armée, ils ne le retrouveront pas à l'usine ou bien à l'école de leur gamin(e). Car, ce qu'il faut bien voir (c'est peut-être con à dire, mais c'est comme ça), c'est que si les insoumis n'existaient pas, cela ne se passerait pas aussi bien pour les réformés psychiatriques... qui ne le seraient plus d'ail-

leurs... Il ne s'agit pas de prôner l'un ou l'autre, mais il est dangereux d'en critiquer un seul, sans considérer au niveau dynamique, les interférences sur l'autre.

Quant à l'assimilation d'un acte individuel à l'esprit catho, eh bien, cela relève, purement et simplement du sophisme; ça fait appel, de la part du lecteur à un préjugé, au conditionnement anticatholicisme débile du XIXème s. Or, regardez en Argentine, en Iran... l'action de certains prêtres ouvriers... si ce n'est pas des "religieux" qui font tourner la roue de la révolte. Alors, le "combat d'arrière-garde", dont vous avez parlé, c'est vous qui le tenez dans vos propos: car le côté catho c'est ça justement, enlever tout sens critique de la part du lecteur en faisant appel à un préjugé, sans qu'il s'en rende compte; ce qui est sous-jacent dans tout cela, c'est le mythe marxiste et sa théologie, opium du peuple: si tu réagis en tant qu'individu, tu passes pour débile. Mais, il ne faudrait peut être pas oublier que l'armée est justement la 1ère collectivité; et que si tu réagis, c'est avant tout en tant qu'individu.

Alors de tout cela, qu'est-ce qu'il en ressort?

Si on est arrivé à cet état de fait, c'est <sup>que</sup> le GRIM (comme beaucoup d'autres groupes d'ailleurs) n'a pas pris en charge la diffusion de sa propre information. Mais l'APL, ne doit pas cautionner cet état de fait en palliant ce manque d'information par son information à elle et à la main mise de quelques uns. Elle doit "exiger" qu'il y ait ensemble, mise en commun lors d'une interview par exemple.

Alors, peut-être, quand chacun aura fait le 1er pas d'arrêter de consommer l'APL, s'exercera le "contrôle" de l'information, illusoire par le biais du courrier des lecteurs, car on peut se renvoyer toutes les semaines des lettres de réponses, à dialogue de sourd, sans que pour autant la vraie information, celle qui découle quotidiennement des faits, soit transcrite dans le temps, d'une manière lisible et intéressante pour les lecteurs.

2 lecteurs et membres du  
G R I M

# ecole de service social

# greve pour stages

Depuis plusieurs semaines les étudiants de l'Ecole de Service social comme il y a deux ans, sont en grève pour protester contre l'insuffisance des stages.

La situation est claire : 38 stages obligatoires pour 38 étudiants, une direction qui refuse de poursuivre les négociations depuis la rentrée et une lutte qui s'amplifie et touche maintenant le personnel de l'école.

## l'école

L'école des assistants sociaux de Nantes regroupe 115 étudiants répartis en 3 années. Les étudiants touchés font partie de la deuxième année et sont au nombre de 38.

Pour poursuivre leurs études ces étudiants disposent de bourses qui sont très insuffisantes et viennent de diverses organismes tels que la Promotion sociale (2 150 F. par mois), les bourses d'Etat complètes (575 F.), la CAF (1 800 F.), la DDASS Loire Atlantique (830 F.) ou la DDASS Vendée (600 F.). Pour ce dernier organisme payeur les boursiers sont liés par des contrats de travail de 3 à 5 ans.

L'école de service social étant une école professionnelle il serait normal que les étudiants puissent bénéficier d'un salaire (statut de travailleur en formation revendiqué par la section syndicale CFDT).

## les stages

La durée des stages est de deux mois 1/2 en 1ère année et de 5 mois en 2ème et 3ème années.

Mais tous les ans, le même problème ressurgit. En effet, la directrice propose un nombre de stages égal au nombre d'étudiants. La recherche de ces stages ne se fait pas suivant le désir des étudiants, mais elle dépend du bon vouloir des services sociaux qui ne sont pas tenus officiellement d'accepter les stagiaires.

D'autre part les stages sont très coûteux pour les étudiants surtout pour les stages éloignés, cela impose un deuxième loyer, un moyen de locomotion, des prix de repas plus élevés que le R. U. (RESTO. universitaire)

Sur les 38 stages proposés 9 sur Nantes, 10 en périphérie, 10 en Loire Atlantique, 8 en Vendée, 1 en Morbihan.

De ce fait, 4 étudiants ont refusé leur stage pour les raisons ci-dessus.

TABLEAU N° 27 bis  
ASSISTANTE SOCIALE  
PARTANT POUR SON  
AFFECTATION EN  
STAGE



## et la greve

La direction refusant de rechercher d'autres stages, a affecté les étudiants autoritairement. Suite à cela, une A.G. s'est réunie regroupant les 3 promotions. La grève a été décidée par les secondes années, à partir du 1er décembre.

Les 1ères et 3èmes années décidaient eux, une demi journée par semaine de débrayage.

Les grévistes réclament à court terme : 4 nouveaux lieux de stage et l'annulation des affectations autoritaires ; à long terme : le remboursement intégral des frais de stage, une nouvelle prospection des stages.

EN GRÈVE!  
INCONSCIENTS!...  
ALORS QUE LA HORDE  
MISÉREUSE DES CAS  
SOCIAUX (QUI NE  
PEUVENT COMPTER  
QUE SUR VOTRE  
SECOURS) DEVRAIT  
VOUS RAMENER  
A LA RAISON!

ALLONS AU  
TRAVAIL  
JEUNES  
GENS!



Ensuite, 29 étudiants ont renvoyé leur lettre d'affectation. Leurs revendications ont été présentées au conseil d'administration et au conseil technique de l'école qui les ont rejetées.

Devant le durcissement de la direction qui menaçait de ne pas valider la 2ème année, et de ne pas délivrer les certificats de scolarité, indispensables pour toucher les bourses, la majorité des 1ères années se sont mis en grève totale le 11 décembre.

De même, le personnel de l'école (administratif et encadrement pédagogique) bien qu'extérieur au conflit, décidait d'observer une journée de grève pour protester contre le pourrissement de la situation et demander à la direction le déblocage de la situation.

## la rentrée

LA LUTTE CONTINUE A L'ECOLE DE SERVICE SOCIAL

A ce jour, 4 janvier 79 la situation est toujours bloquée. De nouveau, des négociations se sont déroulées le jeudi 21 décembre 1978, alors que le personnel observait une journée de grève en soutien à la lutte des élèves.

Au terme de ces négociations, un stage était catégoriquement refusé par tous : la direction a alors refusé de poursuivre les négociations à la rentrée et elle a donc communiqué de nouvelles affectations autoritaires. Actuellement, les grè-



VOILA VOTRE LIEU DE STAGE  
ALLEZ HOP EXECUTION!



vistes continuent de refuser un stage et ont demandé à la direction d'en rechercher un autre pour le remplacer.

La lutte continue...

ur un soutien financier : virer au compte d'A. RIO - CCP NANTES 4109 - 24 R.

## UNE MISE AU POINT DE MADAME LA DIRECTRICE

Je tiens à souligner que les étudiants en grève, se sont mis hors de l'institution :

1 - Ils monopolisent d'office une salle, alors que la règle habituelle est une organisation des salles faites par l'institution il peut s'en suivre une grève au niveau des étudiants qui suivent leur scolarité normalement. Cet état de chose ne peut durer trop long-temps.

2 - Ils se dispensent de l'enseignement, donc ils n'ont pas besoin du service de l'institution. Comment estiment-ils s'en passer et pour combien de temps - l'institution peut fixer une limite hors de laquelle elle ne les reconnaît plus comme étudiants de l'école.

3 - Ils estiment qu'ils sont compétents pour faire le travail après la directrice dans les services - si leur intervention est bien de modifier le mode de prospection des stages. Ceci n'est négocié nulle part dans l'institution, ils posent des actes comme s'ils n'en faisaient pas partie. Les directeurs ne sont pas leurs partenaires, sauf dans les instances de l'école.

M. DAVIAUD  
Directrice.

## 7,22 F SUITE

Les suites de l'affaire GOUNOU

Certains lecteurs de l'APL ont peut-être en mémoire l'histoire de Mr. Gounou, ce peintre au pistolet, intérimaire, en longue maladie, et vivant, avec sa femme et un enfant, sur les 7,22 par jour généreusement attribués par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie.

La situation de la famille Gounou a évolué. Grâce à l'intervention bénévole d'une avocate du barreau de Nantes, Maître Gauguier, grâce, peut-être un peu, à la campagne de presse lancée par nous, après un entrefilet paru dans Presse Océan.

On s'est en effet aperçu que Mr. Gounou devait en réalité toucher 23,00 F par jour et non 7,22 F, et la CPAM lui a payé les arriérés. Les assistants sociaux qui avaient bien rapidement laissé Mr. Gounou - un cas "pas clair" se débrouiller avec ses 7,22 F (avec surtout tous les déboires d'un petit paumé de l'intérim et de la paperasse), diront, s'ils daignent à nouveau se pencher sur le cas, que Gounou "n'avait qu'à" ... tenir en ordre ses papiers, et fournir à la CPAM, en temps utiles, des attestations de salaire plus complètes".

Au fait, combien d'intérimaires en maladie, de chômeur mal au fait de leurs droits, combien "d'indéfendables", sur la place de Nantes?

Au fait, à quoi sert le Travail Social? A cacher, sous des couches de "n'y a qu'à", combien de "cas douteux"?

J.-P. C.



## JAZZ

C'est du Jazz afro-américain contemporain qui vous sera servi par ce quartet. Concert unique Archie Shepp (saxo) Siegfried Kessler (piano) Bob Cunningham (contre-basse) Clifford Jarvic (batterie)

Du Free Jazz aux accents de la révolte du peuple noir auquel se mêle des références à la tradition (Duke Ellington, rythm 'n blues, blues classique...). En effet, Archie Shepp pense qu'il ne peut exister de révolution dans la culture des noirs américains qui ne passe par la réappropriation des conquêtes culturelles accomplies par eux puis refoulées ou colonisées par la Société blanche.

Sa démarche s'inscrit donc dans le cadre d'une idéologie où la liberté des formes ne va pas sans la libération des consciences.

Places 30 F et 20 F (adhérents Cercle Nantais de Jazz). Réservation Fuzz Disques et Maillet Disques, Nantes.

ARCHIE SHEPP  
QUARTET



# L'irrationnel



La collection complète de la revue PLANETE (dirigée par Louis Pauwels de sinistre réputation), des ouvrages sur la médecine japonaise par les mains, sur les temples, sur l'alchimie. Des conversations étranges où il est question de tirer le YI-KING, d'influence astrale ou de viscères d'animaux. Tout cela en plein coeur de Nantes, au 7, Chaussée de la Madeleine (47.87.30), dans la librairie de l'IRRATIONNEL, d'Olivier Brochard. Une Librairie différente, des livres et des gens inhabituels.

APL: - Pourquoi, comment l'idée d'une librairie de l'Irrationnel?

□ - Depuis toujours je me suis intéressé à ce domaine mais, du fond de la Vendée où j'habitais, il n'était pas question de progresser. Il y a 3 ans, j'ai donc ouvert cette librairie pour diffuser des livres qu'on ne trouvait pas à Nantes. Mais la librairie ce n'est qu'accessoire. Au début je pensais joindre l'utile - gagner de quoi bouffer - à l'intéressant - créer une association autour des thèmes de l'Irrationnel. Je ne parviens toujours pas à bouffer avec la librairie mais si je continue, c'est qu'elle sert de point d'accueil pour d'autres activités.

APL: - Le nom de la librairie, l'IRRATIONNEL, est volontairement provocateur. Ne veut-il pas dire surtout ANTI-RIASON?

□ - Il est vrai qu'il y a une sorte de provocation mais en même temps ce nom évite les définitions trop étroites. Pour moi l'Irrationnel c'est tout ce qu'on n'a pas réussi à rationaliser. Mais quand je dis cela je suis trop systématique parce que tous les jours on essaie d'avancer dans la connaissance et qu'on se trompe ou qu'on débouche sur l'Irrationnel. Par exemple, la science - surtout la physique - ne sait pas où elle va. Plus on avance et plus les notions les plus élémentaires sont remises en cause. Nous avons créé une association - LE GAY SCAVOIR - pour progresser dans la connaissance de domaines

marginiaux à la science officielle et qui ne sont enseignés nulle part.

APL: - Mais comment faire le partage avec toutes les affabulations les délires?

□ - Si tu prends l'astrologie, il n'y a pas besoin d'avoir un diplôme mais tu vois immédiatement si quelqu'un prétendant avoir des connaissances en a réellement; c'est comme la mécanique. Nous, on parle de sciences qui ne sont pas encore faites, mais on ne tient pas à ce qu'elles deviennent comme la psychologie en Faculté, figée.

APL: - Le succès actuel de l'Irrationnel n'a-t-il pas des aspects inquiétant, liés à la crise économique et qui rappellent d'autres périodes de l'histoire?

- Ce qui est dangereux c'est l'ignorance de la réalité des faits, de tous les faits. On ne peut pas éviter les gogos, ceux qui cherchent à se rassurer à bon compte. Si l'Irrationnel doit être développé c'est en vue d'un épanouissement plus total de l'individu.

APL: - L'Irrationnel a déjà des applications militaires, en URSS notamment. Comment te démarques-tu de ce phénomène?

- On sait ce que la science officielle a provoqué dans le domaine militaire, surtout depuis la découverte de l'atome. Faut-il pour autant arrêter toute recherche? De toute manière, pour l'Irrationnel, d'autres que nous continueraient à chercher. Et personnellement, je suis opposé, bien sûr, à toute utilisation militaire de l'Irrationnel parce que l'exploration de ce domaine doit conduire au développement des capacités individuelles, pas au renforcement des Etats.

APL: - L'Irrationnel n'est-il pas lui-même figé dans les règles anciennes?

- Non, les connaissances évoluent tous les jours. De plus en

plus nombreux sont les scientifiques qui s'interrogent sur des sujets inexplorés. Par exemple, la médecine officielle a montré ses limites et des nombreux médecins s'intéressent à l'acupuncture, au magnétisme. Il y a un intérêt très grand pour toutes les médecines parallèles.

APL: - Comment fonctionne l'Association?

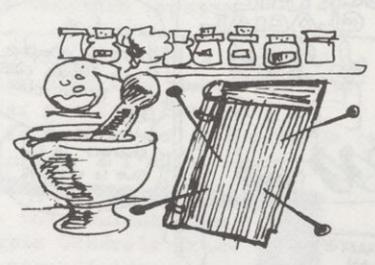
- De manière très souple avec des ateliers hebdomadaires sur tous les sujets. Chacun vient quand il veut, sur le sujet qui l'intéresse, souvent après être passé à la librairie. On a fait des rencontres fabuleuses, de gens qui ont une connaissance inimaginable.



APL: - Est-ce que vous ne vous prenez pas un peu trop au sérieux?

- Dans le nom de l'Association (Le GAY SCAVOIR) il y a un aspect de jeu. Et puis s'intéresser à l'Irrationnel c'est savoir que toutes les connaissances sont toujours très relatives.

Propos recueillis par G.D.



CONTRE LE NUCLEAIRE

# un atelier d'affiches

Dans les Lycées, les Ecoles, la Campagne Antinucléaire bat son plein. Mais dans la rue, les murs en parlent peu. L'homme de la rue, la femme qui déambule, le quidam qui erre dans la jungle des villes sont peu informés. Il y a bien les affiches d'appel aux manifs, aux rassemblements mais elles semblent réservées à un public déjà convaincu. Il y a souvent beaucoup de texte, mots d'ordre, slogans, dates et lieux de l'évènement annoncé.

Peut-être trop d'information à la fois. Il nous semblerait utile de faire une campagne qui s'adresse à un public plus large pas forcément bien informé sur les enjeux et les risques du Nucléaire. (affiche, slogan, détournement, animations ou autres...)

Subséquentement, l'Atelier Populaire lance un appel à tous les groupes, Associations et individu(e)s intéressé(e)s. Ceux qui dessinent dans leur mansarde, qui

ont l'imagination qui bouillonne dans leur chambrette ont droit à une invitation gratuite et exonérée de TVA. On voudrait par cet atelier ouvert sur le thème du nucléaire, arriver à produire à peu de frais (sérigraphie par exemple), mais à grand renforts de créativité débordante, un matériel d'information sur le Nucléaire dans la région, dans la nation, dans l'Europe et dans le système interplanétaire. Les thèmes qu'on pourrait traiter? C'est en gros tout ce qui est sous tendu par la Campagne de propagande d'EDF et du Gouvernement:

- Nucléaire et
- Plan ORSEC RAD
  - Emploi
  - Progrès technique/ Progres Social
  - Besoins énergétiques
  - Société policière
  - Ecologie en Basse Loire, etc.

Une information thème par thème plutôt que la sauce habituelle tout électrique - tout nucléaire-



tout policier-tout danger, du genre illisible pour les non informés.

Pour discuter des affiches, ce qu'on veut faire apparaitre comme point de vue, comment le présenter quel graphisme choisir, comment articuler texte et image, bref, pour faire quelque chose de lisible, chouette, efficace et attirant à l'oeil, vous êtes invités à une réunion vendredi 12 janvier à l'Atelier Populaire, 18, rue de Verdun, Nantes (3ème étage), 21 h.

C'était un avis à tous les antinucléaires les organisés et les autres, les ceusses qui font des crobards et des dessinages, les ceusses qui ont tout plein d'idées. Et maintenant une page de Publicité... Atelier Populaire



La guérilla urbaine fait boule de neige. Ca commence à 4, 5 personnes et bien vite toute la rue s'est trouvée transformée en terrain d'opération pour des jeunes délinquants new style armés jusqu'aux dents de boules de Neige. Ambiance de fête on se parle on discute, on rigole, les commandos se font, se défont, on ne peut



compter sur personne, les alliés d'une seconde vous canardent la seconde après.

Les planqués derrière les voitures voient la neige des toits de bagnole leur couler dans le cou manoeuvrée à larges brassées par des francs tireurs. Peu à peu les combattants se découvrent un objectif politique commun qui fait l'unanimité: la sortie des bistrotts fréquenté par le gratin nantais bourgeoise ou extrême droite Embuscade au Continental, Place Royale. Ces dames sont moins téméraires que leurs compagnons qui ont été criblés de boules de neige Parmi les guérilleros de la boule

de neige: une complicité chaleureuse, mais pourtant: "A Poil", crient quelques uns à l'adresse des séquestrées du Conti (quand on rigole, le sexisme est souvent de la partie). L'autre embuscade tourne plus mal. Au Molière, Place Graslin, une vitrine vole en éclat: Du café sortent alors les serveurs armés eux de coup-de-poing américains et de bombes lacrymogènes Les manifestants, euh... les bouledeneigistes... s'égaillent dans les rues avoisinantes tandis que 3 silencieuses de flics arrivent sur les lieux.

Les rues ne sont pas sûres Monsieur Bouziques... Niolas





# SOLIDARITE AVEC ADEL SAMARA

Intellectuel paysan palestinien, il était venu à Nantes il y a deux ans. Arrêté à Ramallat, il risque 10 ans de prison.

Adel Samara, paysan palestinien de Cisjordanie et militant anti-impérialiste, avait été reçu dans la région nantaise, par des groupes de paysans et d'ouvriers, il y a deux ans à peine. Il sortait à l'époque de cinq ans de prison, et de sévices durs, pour avoir organisé des manifestations contre Hussein de Jordanie. Quelques mois après son passage en Loire-Atlantique, après une série de conférences à Paris sur la

question palestinienne, Adel repartait pour son pays - la Palestine - sous la botte d'Israël.

Le mois dernier, à Ramallah, des rafles étaient organisées par la police et par l'armée sioniste. Une quinzaine de militants, la plupart des intellectuels de l'Université progressiste de Bir Zeit, étaient arrêtés et torturés: sous l'accusation d'entretenir un climat semi-insurrectionnel qui règne en permanence en Cisjordanie, depuis plusieurs années. Et sous l'accusation, plus précisément, de développer l'action contre les fameux accords Begin-Sadate-Carter de "Camp David".

Parmi eux, Adel Samara. Il risque, très probablement, dix ans de prison, avec ou sans jugement.

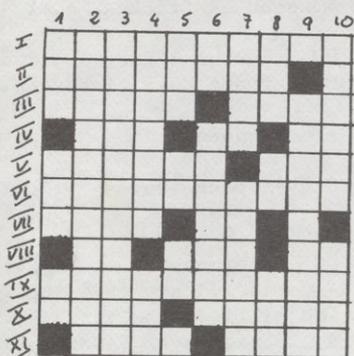
J.-P. C.

Pour toute action de soutien, écrire à l'APL, ou à "Nouvelles de l'Intérieur", bulletin d'information sur la Palestine Occupée, publié à Paris par: ASMAH (Association de Soutien au Mouvement Culturel Arabe et Hébraïque), 14, rue Nanteuil, 75015 - PARIS.

## mots croisés

probleme n°9

J. M.



Verticalement:

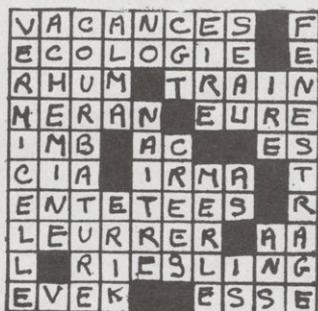
- Baigne l'Espagne. L'ennemi du pire. En ruine
- Ont, eux aussi, leurs grosses légumes
- une Madame de Stal
- concerne un os de l'avant bras. Employé pour les courses
- Chrétienne de nos jours. Symbole chimique. Note
- Neuf pour le gui. Transige
- S'utilise en tubes. Ne reste pas impassible
- Une sacrée fête pour l'oncle Sam. Partie d'une partie de la majorité. Signal pour l'ordinateur
- Bloquer toute issue
- Soeur d'ailleurs. Fait passer un courant.

Horizontalement:

- Refusent d'être confinées à l'office
- Pas prête à lâcher le morceau
- Rigide autrefois
- Poème. Pas totalement con. Dans la nuit.
- Etat de Grace. Leur Georges s'appelle Adolfo
- Mettre en boule
- Lieu de rencontre. Du rouge trafiqué
- Parties de chasse. Pas loin de là. Objet de pulsions.
- Apte à servir
- Où les bleux de Prusse ont pu verdier. Canal
- Drole de nom pour une garantie. Objet d'une question

SOLUTION

n°8



## PETITES annonCES

L'APL cherche encore et toujours un (une) dactylo pour frapper les textes le vendredi après midi et le samedi matin.

Écrire, passer ou téléphoner à l'APL. 76.26.33. 26 bis boulevard de Schumann. 17-19 h tous les jours.

Cherche boulot et chambre. Vous quittez un boulot, même pour quel que temps, ou vous en connaissez un qui va bientôt être libre, pensez à moi. Idem pour la chambre. Marie CROYERE, La Pannetière, La Chapelle/Erdre, ou 154, rue Paul Bellamy, impasse juste avant le garage SIMCA. N'importe laquelle des petites maisons au bout de la dernière impasse.

Le gars qui a récupéré le sac plastique oublié dans le car parti de Paris à 8 H (le 2 décembre) est prié de le ramener à l'APL.

NOTE : GGT voulant dire Compagnie Générale Transatlantique évidemment..

# CETTE SEMAINE

## MARDI 9 JANVIER

BLAIN : "Dupont la Joie" film d' Yves Boisset sur le racisme quotidien à 20H 30 . 8 et 5 F la place

## MERCREDI 10 JANVIER

### NANTES :

- 15H : SACAPOUSSE, pièce pour enfants par le Théâtrequipe, 5 rue du Ballet

- 20H 30 : réunion du COBAR, à l'APL 26 bis, Bd Schuman

*Bretons anti-repression*

### ANGERS

- 20H 30 : Panama Francis et ses Jazz Sultans, au grand amphi de la cathédrale, 2bis rue Garnier

## CINE-MERCREDI salle VASSE NANTES

-14h30:"ALI BABA et les 40 voleurs"  
-17h : "La captive aux yeux clairs"

## JEUDI 11 JANVIER

### NANTES :

• 20H 30 : Comité Larzac (critique du diaporama et calendrier des réunions de quartier) à la Fraternité Protestante

• 20H 30 : "Minimata" film sur la pollution par le mercure, à la Fraternité Protestante

• 20H 30 : réunion du groupe maternité chez D. Vincent, 1 avenue des Irlandais à St Herblain.

• 20H : réunion du comité liaison-chômage au centre social des Bernadières, rue de Dijon à St Herblain.

## VENDREDI 12 JANVIER

### NANTES:

• 21H : "Elle et lui et l'amant" au Théâtrequipe

• toute la journée, stage de Culture et Liberté; centre de la Bernadière sur la diététique.

## SAMEDI 13 JANVIER

NOZAY : - 21H, concert de Serge Kerval à la MJC

St Julien de Concelles : à 20H 30 à la salle de cinéma, Yvan Etienne

### NANTES :

• 17H ; "Iran, une lutte aux répercussions mondiales" par Révolution Internationale, à la Fraternité Protestante

St Herblain: stage de sculpture à la MJC "l'étude du bas-relief en bois" 200F le stage pour le week-end.

VALLET : Fest-noz de soutien au MRJC.

## CINEMATHEQUE

Douglas SIRK - Cinéaste américain important à la fin des années 50

mardi 9 - 20h 30 - "Tout ce que le ciel permet", 57.

22h 30 - "La ronde de l'aube" 58.

mercredi 10 - 20h 30 - "Interlude" 57

22h 30 - "Mirage de la vie" 59.

## VENDEE-LARZAC

Soutien à la résistance des paysans du Larzac : projection du film CINE JOURNAL de Léon Maillé avec débat.

Mardi 9 Janvier

20h30 La Roche sur Yon, centre des Pyramides.

Mercredi 10 Janvier  
15h La Roche sur Yon, Foyer Arago.

20h30 Challans, Salle CFTD de la Mairie.

Jeudi 11 Janvier 20h30

20h30 Montaigu, Centre Social.

Vendredi 12 Janvier

20h30 Fontenay le Conte.

Samedi 13 Janvier

20h30 Les Herbiers, salle de l'ancienne Mairie.

Comité Larzac Vendée.

## OBJOS vite...!

ATTENTION: pour ceux qui sont incorporables en février et qui veulent déposer leur statut d'objet, il faut le faire avant le 15 Janvier 79 dernière limite. Envoyer la demande en recommandé à Monsieur le Ministre des Armées 14 Rue Saint Dominique - Paris.

Pour tous renseignements contacter le GRIM permanence tous le mercredi jeudi soir à 20h30, 57 rue des Hauts Pavés Nantes.

## MARDI 17 JANVIER

### NANTES:

-20H 30: réunion pour l'adoption du document "le nucléaire et les besoins énergétiques" avec les militants dans les entreprises de la coordination de la Basse-Loire et de toutes les zones. A l'APL.

# LA FRANCE GLACÉE



## SOMMAIRE

BREVES	p.2
3 mois en taule	p.3-4
NUCLEAIRE	
-La cgt et le nucléaire	p.5
-Chronique nucléaire	p.6
-Centrale nucléaire en	
ECOSSE	p.7-8
-BD	p.9
PAYSANS	
-Tribulations d'un hangar à ORVAULT	p.10
-Terres en friches	p.11
POS: vivre à l'Est	p.12
Le barrage de Villerest	p.13
APL truquée	p.14
Grèves pour stages	p.15-16
CULTURE	
-L'irrationnel	p.17
-Atelier d'aviches	p.18
-Guérilla on the rocks	p.18
Solidarité avec SAMARA	p.19
MOTS CROISES	p.19

# ABONNEMENT APL

Un trimestre :  12 numéros : 35 F. Soutien : 50 F.  
Un semestre :  24 numéros : 70 F. Soutien : 100 F.  
Un an :  48 numéros : 140 F. Soutien : 200 F.

NOM : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....

Mettre le chèque à l'ordre des **Nouvelles Éditions de l'Ouest** et l'envoyer à l'APL, 26 bis boulevard R.-Schumann — 44300 NANTES

3 numéros gratuits  8 numéros 15 F.

Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal.

Les textes peuvent-être apportés toute la semaine.

Le vendredi de 16H à 19H30 réunion de rédaction ouverte à tous.

A partir de 21H discussion générale sur tous les sujets d'actualité.



## PERMANENCES

tous les jours : 17H-19H

Téléphone : 76.26.33